

Les syndicats d'enseignantes et d'enseignants de l'Ontario font une mise en garde contre l'adoption du projet de loi 33

Pour diffusion immédiate : Mardi 18 novembre 2025

OTTAWA (Ontario) — L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (ETFO/FEEO), Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA), le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (SCFP-CSCSO) et la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) ont publié la déclaration conjointe suivante au sujet de l'adoption probable du projet de loi 33, intitulé la *Loi sur le soutien aux enfants, aux élèves et aux étudiants* :

« Les écoles de l'Ontario sont confrontées à de vraies crises : classes pleines à craquer, montée de la violence, infrastructures délabrées et réduction massive des services d'éducation spécialisée. Or, le projet de loi 33 ne fait que détourner l'attention de chacun de ces problèmes, et risque même de les exacerber.

Une fois de plus, le gouvernement conservateur utilisera sa majorité comme une arme. Non pas pour venir en aide aux élèves, mais pour réduire des collectivités au silence et éroder la confiance du public. Le projet de loi 33 n'est rien de moins qu'une prise de contrôle hostile de la gouvernance de l'éducation financée par des fonds publics, et une attaque stratégique contre la démocratie, présentée sous le masque de la modernisation et de la responsabilisation.

Cette loi mettra à l'écart les conseillères et conseillers scolaires locaux démocratiquement élus, ce qui privera les familles de leur pouvoir, compromettra la transparence et ouvrira la voie à des décisions politiques qui font fi des besoins des élèves et de la parole des communautés. Elle accordera des pouvoirs à des superviseurs nommés par le Ministère qui n'ont souvent aucune expérience en éducation, aucun lien avec les communautés locales, possiblement aucune compréhension de la mission des écoles de langue française, et aucun engagement en faveur de l'équité ou les droits de la personne. Ces superviseurs n'auront de comptes à rendre qu'au gouvernement Ford, alors qu'ils devraient être redevables aux personnes que nos écoles sont censées servir. À ce jour, les actions du gouvernement sont éloquentes : coupes dans l'enseignement spécialisé, réduction du soutien à l'apprentissage de l'anglais et du français, et financement centralisé des arts qui en limite l'accès. Sa mission est claire : réduire les coûts, au mépris de l'impact sur la réussite et le bien-être des élèves.

Les conseillères et conseillers scolaires élus ne sont pas parfaits. Certaines ou certains ont commis des erreurs, d'autres ont manqué à leurs responsabilités envers leurs communautés. Mais dans une démocratie, c'est à la population qu'il faut rendre des comptes. Pas aux élites politiques. Si le gouvernement Ford se souciait vraiment de la reddition de comptes, il commencerait par examiner son propre bilan, entaché de scandales et d'un mépris flagrant pour le contrôle citoyen.

Le ministre de l'Éducation veut faire croire à la population ontarienne que les conseillères et conseillers scolaires sont le problème, mais soyons clairs : la véritable crise, c'est le sous-financement chronique de nos écoles. Depuis des décennies, les conseils scolaires doivent étirer au maximum des budgets toujours plus restreints, alors que les besoins des élèves ne cessent de croître. La province n'a fait qu'empirer les choses en forçant les conseillères et conseillers scolaires à en faire plus avec moins, puis en leur faisant porter le blâme des conséquences.

L'adoption du projet de loi 33 ne sera pas un incident isolé. Cela s'inscrit dans un programme plus vaste et profondément troublant qui vise à démanteler l'enseignement public et à livrer les écoles à des intérêts

privés. Le personnel en éducation de l'Ontario ne restera pas les bras croisés pendant que le gouvernement prive le peuple de son pouvoir et met en péril l'avenir des élèves de notre province. »

Martha Hradowy, présidente de l'OSSTF/FEESO

René Jansen in de Wal, président de l'OECTA

Gabrielle Lemieux, présidente de l'AEFO

David Mastin, président de la FEEO

Joe Tigani, président du SCFP-CSCSO

-30-

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

AEFO - Marianne Raina au 613-218-3702 ou mraina@aefo.on.ca

SCFP-CSCSO - Shannon Carranco au 514-703-8358 ou scarranco@cupe.ca

FEEO - Carla Pereira au 416-962-3836, poste 2332 ou cpereira@etfo.org

OECTA - Michelle Despault au 416-925-2493, poste 509 ou m.despault@catholicteachers.ca

OSSTF/FEESO - Caitlin Reid au 416-576-8346 ou caitlin.reid@osstf.ca